ACED

EPA
EVIDENCE. POLICY. ACTION.
NETWORK

02 03 DÉC. 2021

Forum. EPA 2021

MESSAGES CLÉS ET PERSPECTIVES

Connecter les données et la recherche aux politiques pour transformer le secteur agricole.

GOLDEN TULIP zoom

www.epanetwork.org

FÉVRIER 2021

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

TABLE DES MATIÈRES

A PROPOS DU FORUM EPA 2021	5
SESSION D'OUVERTURE – MESSAGES DES POLITIQUES	6
PANEL DE DISCUSSION 1 : RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PROMOTION DE L'UTILISATION DES DONNÉES PROBANTES DANS L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES AGRICOLES	8
PANEL DE DISCUSSION 2 : UTILISER LES DONNÉES ET LA RECHERCHE POUR MITIGER LES IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES	12
PANEL DE DISCUSSION 3 : ÉCOSYSTÈME DE L'UTILISATION DES DONNÉES PROBANTES POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE : LEÇONS ET PERSPECTIVES	16
PANEL DE DISCUSSION 4 : DIGITALISATION DE L'AGRICULTURE ET PRODUCTION DE DONNÉES PROBANTES : CONTRAINTES, EXPÉRIENCES ET LEÇONS	20
LANCEMENT DE L'INITIATIVE DES « **100 QUESTIONS CRITIQUES ET ACTUELLES DE RECHERCHE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION** »	24
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	29

Forum.
EPA 2021
02
03

A PROPOS DU FORUM EPA 2021

Le Forum Evidences – Politiques – Actions (Forum EPA) est une initiative du réseau EPA, un réseau d'acteurs et d'organisations qui promeuvent l'utilisation des données probantes et des résultats de recherche dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des interventions.

UTILISATEURS DE DONNÉES PROBANTES - PRATICIENS

• 50%

UTILISATEURS DE DONNÉES PROBANTES - POLITIQUES

• 13%

PRODUCTEURS DE DONNÉES PROBANTES

• 14%

INTERMÉDIAIRE/ FACILITATEURS

• 12%

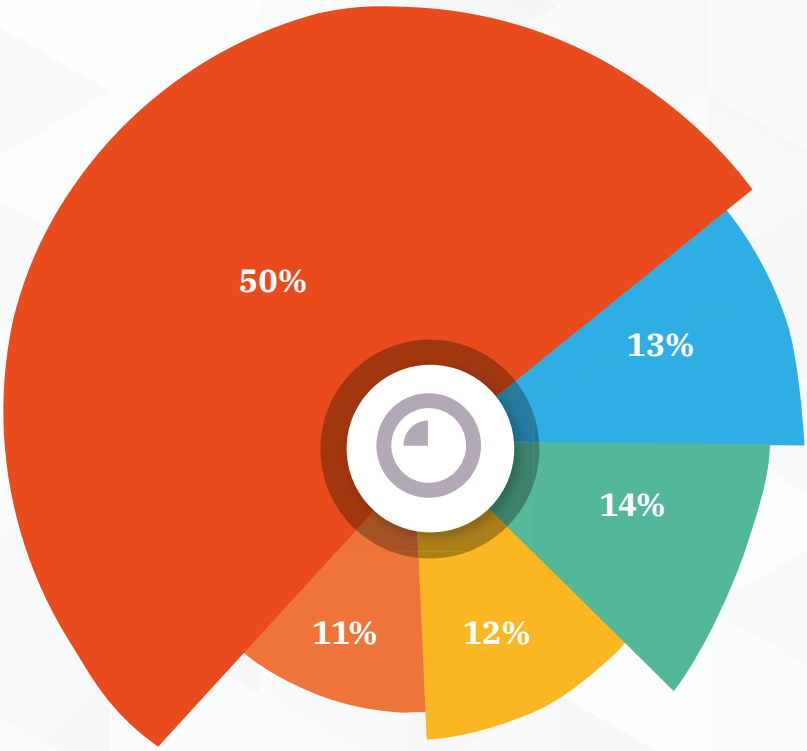
AUTRES ACTEURS

• 11%

LE FORUM EPA

est la plus grande rencontre entre les producteurs et les utilisateurs de données probantes au Bénin. Il permettra à court et moyen termes de créer et de maintenir une culture de recherche sur demande et d'utilisation des données probantes dans la formulation des politiques et la structuration des interventions.

L'objectif du Forum EPA 2021 était donc de créer un espace de dialogue et de partage de connaissances entre les acteurs de la recherche, les décideurs politiques et les praticiens sur l'utilisation des données probantes dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des interventions dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. L'ambition est de renforcer l'écosystème de production et d'utilisation des données probantes.



** Diversité des participants au Forum EPA 2021*

SESSION D'OUVERTURE – MESSAGES DES POLITIQUES

Trois allocutions ont meublé la session d'ouverture du Forum EPA 2021. Il s'agit de l'allocution du Coordinateur du réseau EPA et Directeur Exécutif du centre ACED, celle du représentant du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et la Pêche, et celle du représentant de la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

EXTRAITS DE DISCOURS

Depuis quelques années, l'approche d'intervention du centre ACED permet d'assurer une certaine collaboration entre les acteurs de la recherche, les décideurs politiques et les praticiens du secteur agricole. Nous engageons aussi les décideurs politiques à intégrer les résultats de recherche et les données probantes dans la prise de décision et la mise à l'échelle des solutions.

L'objectif du Forum EPA est de créer un espace de dialogue et de partage de connaissances entre les acteurs de la recherche, les décideurs politiques et les praticiens sur l'utilisation des données probantes dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des interventions dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

FRÉJUS THOTO
Directeur Exécutif ACED

ABDOULAYE TOKO
Directeur Adjoint de Cabinet, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)

EXTRAITS DE DISCOURS

Le secteur agricole joue un rôle clé dans le tissu social et économique du Bénin et représente près du tiers du PIB 28% en 2020 et emploie près de 70% de la population active et offre des revenus à des milliers d'individus. Malheureusement, ce même secteur présente des pauvres qui font face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle avec des revenus à la limite du seuil de pauvreté. Or, l'agriculture béninoise dispose de nombreux atouts pour soutenir la croissance économique inclusive. Il est donc important dans ce contexte caractérisé en outre par des ressources financières limitées que les décisions de ce secteur soient soutenues par des analyses rigoureuses et des données probantes.

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies, projets et programmes de développement doivent se baser sur des données probantes afin d'éclairer les prises de décisions et les diverses interventions dans le secteur agricole. C'est pourquoi, l'organisation de ce forum EPA (Evidences Politiques Actions) 2021 est à saluer et à accompagner car il s'inscrit parfaitement dans une dynamique de faire un arrimage cohérent entre les données probantes, les résultats de recherche et les politiques agricoles pour transformer le secteur agricole. ACED fait un travail remarquable et important en servant de facilitateur entre les mondes de la recherche et de la prise de décision pour le développement du secteur agricole et la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin.

JOSUÉ KOLADÉ AZANDEGBEY
Directeur Adjoint de Cabinet, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

EXTRAITS DE DISCOURS

L'interaction entre les chercheurs, les politiques et les praticiens du développement (organisation non gouvernementales, partenaires au développement, secteur privé, populations à la base) sur les thématiques d'intérêt notamment celle de l'agriculture reste encore faible. Je suis donc fort convaincu, que les échanges permettront de renforcer ce pont entre les chercheurs, les politiques et les praticiens afin de mettre définitivement la recherche au service du développement.
L'interaction me semble être indispensable pour orienter les chercheurs sur les questions de recherche, informer le secteur privé sur les innovations et ouvrir la voie pour leur valorisation, fournir aux politiques les intrants nécessaires à la formulation de politiques éclairées et cohérentes, puis enfin appuyer les praticiens à mettre en œuvre des interventions ciblées efficientes et durables.

PANEL DE DISCUSSION 1 :

RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PROMOTION DE L'UTILISATION DES DONNÉES PROBANTES DANS L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES AGRICOLES.

Ce panel a été modéré par **Mme Pamella N'ze Asseko**, et était constitué essentiellement des acteurs de la société civile actifs dans le secteur agricole. Les panélistes étaient :

M. Ernest Pedro,

Secrétaire Permanent de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB)

M. Bernadin Toto,

Secrétaire Permanent de la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA)

M. Patrice Sèwadé,

Coordonnateur du Réseau national des ONG actives dans l'agriculture durable (RENOVA)

Dr Laure Tall,

Directrice de recherche à IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale), Sénégal.

MESSAGES CLÉS.

Les OSC représentent les producteurs agricoles dans les instances de décisions politiques, maintiennent un système de redevabilité impliquant l'État et les ONGs actives dans le secteur agricole et donnent des appui-conseils aux producteurs agricoles. Les OSC veillent également à l'élaboration des documents politiques et stratégiques et à ce que les actions prévues dans ces documents soient réellement mises en œuvre.

Pour influencer les prises de décisions dans le secteur agricole, la PASCiB développe des alliances stratégiques avec des partenaires clés et les parlementaires, veille à la bonne gouvernance et la transparence dans la mise en œuvre des projets et programmes, veille à une participation inclusive de tous les acteurs et aide les projets et programmes à accroitre les résultats de développement.

Sur la base des données probantes, la PNOPPA veille à l'alignement des différentes politiques agricoles avec le Programme National de Développement Agricole, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) et le document de politique agricole de la CEDEAO au niveau de la sous-région.

Les ONGs et les centres de réflexion (think-tank), membres du RENOVA, contribuent à rendre disponibles les données probantes en identifiant les problèmes rencontrés par les producteurs et en y trouvant des réponses positives et durables avec l'implication de la recherche. En effet, les ONGs actives dans l'agriculture travaillent aux côtés des organisations des producteurs agricoles pour recenser les contraintes majeures qui freinent le développement de leurs activités. Ces contraintes sont ensuite hiérarchisées pour formuler des idées de projets, adresser des questions de recherche et élaborer des propositions de projets à soumettre aux partenaires financiers.

Le gap entre la production des données de recherche et leur mise à disposition au niveau des communautés locales par manque de financement ne permet pas d'atteindre les bénéficiaires. Ainsi, les ONGs utilisent certaines ressources pour traduire ces données en langues locales, en documents exploitables pour faire adhérer les producteurs agricoles locaux afin d'obtenir une transformation au niveau des exploitations agricoles.

Le rôle des acteurs de la société civile dans l'écosystème de production et d'utilisation au Bénin est similaire au Sénégal. Comme exemple, la mission de IPAR Sénégal est d'informer les politiques en collectant et en analysant les données secondaires afin de produire des résultats de recherche pour donner une meilleure compréhension des besoins des producteurs agricoles aux décideurs politiques.

Les rapports de performance du secteur agricole doivent être rendus publics afin que les données probantes qu'ils contiennent soient utilisées par les OSC dans la mise en œuvre de leurs actions.

L'Etat doit augmenter ses investissements dans la recherche et la valorisation des résultats de recherche pour faciliter le développement et le renforcement de l'écosystème de production et d'utilisation des données probantes.

#EPAFORUM2021
Connecter les données et la recherche aux politiques pour transformer le secteur agricole.
EPA
EVIDENCE. POLICY. ACTION.
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SU
DE LA RECHERCHE S
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
MINISTÈRE DE L'AGRIC
DE L'ÉLEVAGE ET DE
RÉPUBLIQUE DU B
PASS

PANEL DE DISCUSSION 2 :

UTILISER LES DONNÉES ET LA RECHERCHE POUR MITIGER LES IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES.

Ce panel, modéré par **Mme Pamella N'ze Asseko**, a réuni comme panélistes :

M. Massaoud Williams,

du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)

Dr. Donald Houessou,

Directeur des Opérations à ACED

M. Donald Tchaou,

Tic Agro Business Center

MESSAGES CLÉS.

Au Bénin, le cordon sanitaire a créé des distorsions dans les systèmes d'approvisionnement et a réduit la capacité des producteurs agricoles à accéder aux intrants et à produire davantage. Les restrictions sur la circulation des produits alimentaires manufacturés a réduit l'accessibilité de ces produits par les ménages urbains. Les mesures de restriction ont donc eu pour conséquence une hausse généralisée des prix des intrants et aliments et une réduction de l'accès des ménages pauvres aux aliments auxquels ils avaient facilement accès.

Au niveau des consommateurs, il y a eu un regain d'intérêts pour les aliments locaux puisqu'il y a eu une substitution des aliments importés par des produits locaux dans les ménages d'où l'augmentation d'une part de marché pour les produits locaux. Il a été remarqué une modification des régimes alimentaires au sein des ménages.

Pour pallier les effets de la crise sanitaire et des mesures restrictives, le gouvernement a fait une dotation d'environ cent milliards de francs CFA au FNDA pour faciliter l'accès au financement par les producteurs. De plus, des subventions ont été mises en place pour appuyer les secteurs d'activités fortement impactés par la crise.

Pour un bon ciblage, l'allocation des différentes subventions doit tenir compte des critères tels que l'accès difficile aux soins de santé ou services sociaux de base, l'insécurité alimentaire sévère et un accès difficile aux crédits.

Avec la fermeture des frontières due à la crise sanitaire, les entreprises agricoles ont rencontré des difficultés d'accès au marché, et ont connu la suspension des contrats en cours. Toutefois, certaines d'entre elles ont su transformer la crise en opportunité en s'adaptant afin de répondre aux besoins des producteurs agricoles et en tirer profit.

Avec la crise sanitaire, les TIC sont devenus déterminants dans les activités des entreprises agricoles. En effet, les TIC permettent de limiter les déplacements, de mettre à la disposition des producteurs agricoles la liste des fournisseurs de crédit agricole et les conditions d'accès, de suivre à distance l'évolution de la production, de générer en ligne le calendrier agricole et de fournir le conseil agricole aux producteurs par téléphone. Grâce aux TIC, les informations sur l'accès au marché et sur les itinéraires techniques sont diffusées en langues locales aux petits producteurs agricoles.

Les entreprises intervenant dans le secteur des TIC pour l'agriculture doivent être appuyées financièrement.

Les producteurs agricoles doivent être formés sur l'utilisation des smartphones afin de faciliter l'adoption et la diffusion des innovations numériques du secteur agricole.

Les mesures d'accompagnement et d'atténuation des effets de la crise sanitaire doivent poursuivies afin de permettre aux producteurs agricoles d'améliorer leurs situations.

Les Etats d'Afrique de l'Ouest doivent promouvoir la libre circulation des biens et des personnes en allégeant les mesures de restriction pour éviter que la crise sanitaire ne se transforme en crise alimentaire. Ils doivent soutenir la production et la transformation locale en investissant dans l'innovation, la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la recherche et le développement notamment dans les chaines d'approvisionnement et de transformation des produits locaux, et le renforcement des partenariats à plusieurs niveaux pour orienter les décideurs dans la mise en œuvre des politiques éclairées par les données probantes.

PANEL DE DISCUSSION 3 :

ÉCOSYSTÈME DE L'UTILISATION DES DONNÉES PROBANTES POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE : LEÇONS ET PERSPECTIVES

Le panel de cette session a été modéré par **M. Abdoulaye Gounou.** Les panélistes étaient :

M. Alban Mas Aparisi,

de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Prof. Enoch Achigan-Dako,

Enseignant-chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi

M. Deo-Gracias Houndolo,

International Initiative for Impact Evaluation (3ie)

M. Segla Lihoussou,

Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB).

MESSAGES CLÉS.

L'écosystème de production et d'utilisation des données probantes est caractérisé par un manque d'interaction entre les producteurs et les utilisateurs des données probantes. Ce qui rend difficile l'utilisation des données probantes produites.

Pour renforcer l'écosystème, il faut avant tout comprendre son fonctionnement, sa durabilité et sa résilience, la contribution de chaque acteur et les interactions entre acteurs. Pour cela, il faut :

- définir un mécanisme par lequel les données sont stockées et accessibles à tout utilisateur ;
- communiquer et vulgariser les résultats de recherche ;
- établir des conventions claires entre les différentes organisations qui utilisent et produisent les données probantes ;
- renforcer les compétences des ressources humaines de l'écosystème et
- mettre en place un cadre institutionnel propice.

Au Bénin, les données probantes sont produites par différents acteurs qui indiquent un manque de financement adéquat qui ne permet pas de générer la qualité et la quantité de données dont les utilisateurs finaux ont besoin.

La barrière linguistique constitue une contrainte à l'utilisation des données probantes. Les données probantes sont généralement produites en anglais. Il est donc difficile pour les utilisateurs francophones de comprendre, de s'approprier et d'utiliser les informations à bon escient. De plus les résultats de recherche obéissent encore à la rigueur des experts. Les chercheurs utilisent des langages complexes qui ne sont pas facile à comprendre par les utilisateurs.

Au niveau local, il existe un fossé entre la recherche et les utilisateurs des données probantes. Ceci s'explique par un manque d'intérêt des autorités locales pour les données probantes et le manque de synergies entre les acteurs au niveau local et les chercheurs.

Les politiques pensent que les données probantes issues la recherche ne répondent pas à leurs besoins de développement. Une attention particulière doit être portée sur les données dont les politiques ont réellement besoin, sur leur production et leur fiabilité. Les chercheurs estiment que sur une échelle de 10 données probantes produites, 5 à 6 sont utilisées dans le secteur agricole.

Le changement climatique constitue un défi majeur pour les décideurs au niveau local, il faudrait donc que l'écosystème de producteurs et d'utilisateurs des données intègre cet aspect pour aider efficacement et durablement les différentes communes.

Les autorités locales estiment que le mandat de 5 ans accordé aux Maires est insuffisant pour s'investir dans l'utilisation des données probantes. En effet, l'adoption de l'utilisation des données probantes est un processus qui dure dans le temps et il est important que les initiateurs aient suffisamment le temps pour atteindre leurs objectifs.

Les acteurs de l'écosystème doivent être mis en relation pour faciliter le partage et l'utilisation des données probantes en développant des partenariats entre les décideurs locaux et les institutions de production des données probantes.

La facilitation de la co-création des données probantes par les producteurs et les utilisateurs permettra de garantir l'utilisation des données qui seront produites.

La traduction des données probantes en des formats et langages simples et facilement accessibles aux décideurs politiques faciliterait leur utilisation.

La mise en place des mécanismes appropriés pour démocratiser l'accessibilité et l'utilisation des données probantes pourra améliorer l'écosystème.

données et la
recherche aux
politiques pour
transformer le
secteur agricole.
ACED
PASS

ACED

PANEL DE DISCUSSION 4 :

DIGITALISATION DE L'AGRICULTURE ET PRODUCTION DE DONNÉES PROBANTES : CONTRAINTES, EXPÉRIENCES ET LEÇONS

Cette session a été modérée par **Mme Ines Ahouansou** et a reçu comme panélistes :

M. Faozane Oro,

Etrilabs

M. Jonas Mugabe,

icipe

Dr Laurenda Todome,

ACED

Dr Naboua Kouhoundji,

Direction des Systèmes d'Information, Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche.

MESSAGES CLÉS.

L'utilisation des TIC au service de l'agriculture est encore à l'étape embryonnaire au Bénin. Les initiatives de développement des innovations digitales existent dans le secteur agricole mais le manque d'harmonisation des solutions digitales constitue un frein pour le développement du secteur.

L'écosystème de l'innovation digitale est composé de différents acteurs dont les acteurs étatiques à travers le ministère de l'économie numérique, les structures d'accompagnement à l'entreprenariat innovant et social, les acteurs de la société civile, les partenaires techniques et financiers, les chercheurs et les universitaires.

L'écosystème de l'innovation digitale comprend une demi-dizaine de start-ups technico-agricoles qui proposent des innovations agricoles pour apporter des solutions aux problèmes des agriculteurs. Ces startups proposent par exemple des solutions pour connecter les producteurs agricoles aux marchés à travers des plateformes numériques et des applications pour mesurer la fertilité du sol.

Des opportunités pour le développement des TIC existent encore dans le secteur agricole au Bénin. Entre autres opportunités, l'emblavement de grandes superficies nécessite l'utilisation des drones pulvérisateurs pour faire les traitements phytosanitaires, et des caméras multispectrales qui permettent de voir le stress au niveau de certaines cultures d'envergure.

Pour mettre les innovations au service du développement agricole, il faut :

- renforcer le cadre politique et réglementaire en faveur des innovations numériques pour le secteur agricole ;
- recenser toutes les innovations et leurs initiateurs ;
- analyser les forces et faiblesses de ces innovations ;
- identifier la fracture numérique pour les innovations qui ont disparu ;
- rendre ces innovations accessibles physiquement et financièrement, et enfin
- mettre en place un mécanisme de gestion des données sur les innovations agricoles.

Pour promouvoir les solutions digitales en vue de l'amélioration des performances agricoles, le programme AGRiDi a été initié pour appuyer certaines initiatives à travers des financements d'amorçage, la facilitation de l'éclosion de ces initiatives, et les dialogues entre les acteurs de l'innovation numérique.

Pour renforcer l'environnement de l'innovation, les actions suivantes sont nécessaires :

- créer une synergie entre les apprenants dans le domaine du numérique et les apprenants d'autres secteurs et avec les professionnels sur le terrain ;
- favoriser la structuration de l'écosystème et la mise en place de lois qui encadre la création des structures d'accompagnement entrepreneuriales ;
- faciliter l'accès au financement pour accompagner les innovateurs nationaux ; créer des agences spécialisées ; et
- faire des plaidoyers auprès des partenaires techniques et financiers

SONY
Made in Japan

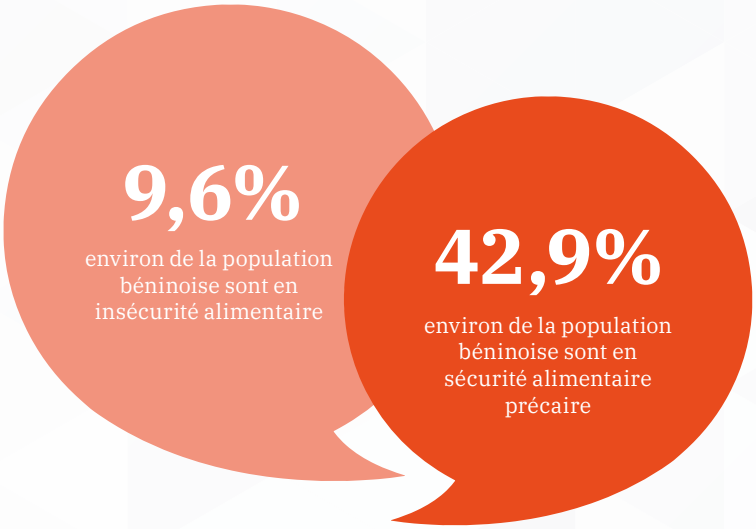
LANCEMENT DE L'INITIATIVE DES

« 100 QUESTIONS CRITIQUES ET ACTUELLES DE RECHERCHE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION »

FORUM EPA 2021

La sécurité alimentaire et la nutrition (SAN) au Bénin sont à un niveau critique.

Environ 9,6 % et 42,9 % de la population béninoise sont respectivement en insécurité alimentaire et en sécurité alimentaire précaire. De plus, 32 % des enfants de 0 à 5 ans souffrent de malnutrition chronique, 72 % des enfants de 6 à 59 mois souffrent d'anémie et 58 % des femmes de 15 à 49 ans souffrent également d'anémie.



Des avancées notoires et des dispositions prometteuses pour l'amélioration de la SAN au Bénin.

Pour améliorer la SAN au Bénin, plusieurs interventions gouvernementales ont été initiées parmi lesquelles on peut mentionner :

- Le Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), un programme structuré de nutrition à base communautaire combinant des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition débouchant sur le développement de la petite enfance.
- Le Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN 2017-2021), avec un budget de 1 569 milliards de francs CFA, est très bénéfique pour la sécurité alimentaire et facilite l'accroissement des exportations au profit de l'économie du Bénin.
- Le Programme National de Recherche Agricole (2018-2022) avec un budget d'environ 20 milliards.
- Le Système National de Recherche Agricole (SNRA) coordonné par l'Institut National de Recherche Agricole du Bénin (INRAB) qui est un dispositif de synergie institutionnelle au service de la recherche agricole impliquant les organisations paysannes, les organisations de la société civile et les entités universitaires.

32%

des enfants de **0 à 5 ans** souffrent de malnutrition chronique

72%

des enfants de **6 à 59 mois** souffrent d'anémie

58%

des femmes de **15 à 49 ans** souffrent également d'anémie.

L'initiative de l'identification des

100 QUESTIONS CRITIQUES ET ACTUELLES DE LA SAN

L'objectif de cette initiative est d'identifier 100 questions de recherche critiques et actuelles sur la SAN pour lesquelles il existe une demande pressante et auxquelles il faut apporter des réponses rapides. Elle permettra de produire des données probantes pouvant informer les actions et les interventions (initiatives communautaires, plans d'action d'organisations, programmes et projets de développement) dans le domaine de la SAN.

Un processus impliquant les acteurs du domaine de la SAN au Bénin.

L'initiative suivra un processus qui sera lancé au cours du premier trimestre de 2022 et se déroulera jusqu'en décembre 2022. Le processus se déroulera en plusieurs phases dont les plus importantes sont : le cadrage méthodologique, la formulation et la pré-validation des questions, la priorisation des questions, et la publication et la dissémination des questions identifiées. Le processus devra s'articuler sur les cycles de programmes de politiques publiques, compléter les agendas des institutions du SNRA et être réactif aux demandes sociales émergentes. Le répertoire de questions qui sera élaboré sera actualisé tous les deux ans.

PREMIER TRIMESTRE DE 2022

Cadrage méthodologique

Formulation et Pré-validation des questions

Priorisation des questions

Publication et dissémination des questions identifiées

DÉCEMBRE 2022

Forum. EPA2021

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Au regard des divers échanges, il reste encore beaucoup d'efforts à faire par ACED pour mobiliser et maintenir engagés les différents acteurs de l'écosystème de production et d'utilisation des données probantes au Bénin.

Les acteurs de l'écosystème doivent être mis en relation pour faciliter le partage et l'utilisation données probantes en développant des partenariats entre les décideurs et les acteurs de développement d'une part et les institutions de production des données probantes d'autre part. Il faut également la mise en place de mécanismes appropriés pour démocratiser l'accessibilité et l'utilisation des données probantes. À cet effet, ACED va renforcer sa collaboration avec les différents acteurs de l'écosystème notamment par des initiatives comme le bureau d'assistance (*helpdesk*), l'initiative de formulation des 100 questions critiques et actuelles de recherche sur la SAN, et les *Evidence talks*.

Les perspectives de ACED et du réseau EPA sont donc de renforcer les acteurs de l'écosystème de la production et de l'utilisation des données probantes d'une part, mais également de travailler à institutionnaliser l'utilisation de ces données par les politiques et les décideurs.

Au plaisir de revoir toute la communauté au Forum EPA 2022.

COUVERTURE MEDIA

Vidéo complète du jour 1

https://www.youtube.com/watch?v=sQr9O-2oRqfs&t=15468s

Vidéo complète du jour 2

https://www.youtube.com/watch?v=w7M-CP3S-xcU&t=8279s

Vidéo récapitulative du Forum EPA 2021

https://youtu.be/3ug3MkY_gVs

Article publié sur le site du gouvernement du Bénin sur le Forum

Forum Evidence-Politique-Action (EPA) 2021 : Les acteurs du secteur agricole pour la transformation du secteur à travers les données de recherche | Gouvernement de la République du Bénin (www.gouv.bj)

Africa 24 :

Bénin : le défi de l'utilisation des résultats de la recherche dans le secteur agricole - Bing video

Le Rural Tv :

Forum EPA 2021 - YouTube

L'expression :

Forum Epa 2021 : Le centre Aced promeut l'utilisation des données probantes dans le secteur agricole - L'EXPRESSION.BJ (lexpression.bj)

Benin Regard :

Bénin - Forum EPA 2021 : la connexion des données et résultats de recherche aux politiques pour transformer le secteur agricole, objet des échanges - Benin regard

24h Au Benin :

Des échanges sur l'utilisation des données et des résultats de recherche au (...) - 24 Heures au Bénin (24haubenin.bj)

L'oeil Republicain :

Entretien exclusif avec Roch MONGBO au forum EPA 2021: » Le pouvoir public a intérêt à valoriser cesinitiatives (...) Car, ces questions ou les données ou connaissances qu'elles produisent, constituent desbanques de ressources auxquelles, il peut faire recours au moment de réajuster ses politiques » (wordpress.com)

contact@epanetwork.org
www.epanetwork.org